

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2001 B 10846
Numéro SIREN : 403 104 250
Nom ou dénomination : LA PLATEFORME

Ce dépôt a été enregistré le 27/09/2021 sous le numéro de dépôt 106310



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone: +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie: +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

La Plateforme S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

La Plateforme S.A.S.
7, rue Benjamin Constant 75019
PARIS

Ce rapport contient 32 pages

Référence : PAD-212-60



Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone: +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie: +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

La Plateforme S.A.S.

Siège social : 7, rue Benjamin Constant, 75019 Paris

Capital social : € 39 750 000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'attention de l'Associé unique de la société la Plateforme S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de La Plateforme S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Provision pour dépréciation des créances clients

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des créances clients selon les modalités décrites dans la note « Clients » de l'annexe. Nous nous sommes assurés du caractère approprié des modalités de détermination des provisions pour dépréciation des créances clients ainsi que de l'information relative à ces provisions fournie dans les notes annexes.

Valorisation des stocks

Votre société valorise, et le cas échéant, déprécie ses stocks selon les modalités décrites dans la note « Stocks » de l'annexe. Nous nous sommes assurés du caractère approprié des modalités de valorisation et de dépréciation des stocks ainsi que de l'information fournie à ce titre dans les notes annexes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 décembre 2020*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 4 mai 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Pierre-Antoine Duffaud

Associé

LA PLATEFORME
-1
Au capital de 39 750 000
Siège social
E BENJAMIN CONSTANT 75019 P
75019 PARIS
RCS 40310425000333

COMPTES ANNUELS
ET ANNEXES

LA PLATEFORME -1
Etats financiers au 31 décembre 2020

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice 2020			Exercice 2019
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	13 128 018	10 149 567	2 978 451	2 760 020
Fonds commercial	3 580 000	0	3 580 000	3 580 000
Autres immobilisations incorporelles	678 891	0	678 891	661 562
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	17 386 909	10 149 567	7 237 342	7 001 582
Terrains	29 765 829	10 375 780	19 390 050	19 387 284
Constructions	159 554 359	111 957 868	47 596 491	49 759 872
Installations techniques, matériel	49 909 752	35 725 347	14 184 405	13 563 871
Autres immobilisations corporelles	6 767 964	5 804 038	963 926	1 351 712
Immobilisations en cours	5 411 747	0	5 411 747	6 445 123
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	251 409 651	163 863 033	87 546 618	90 507 861
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	51	0	51	51
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	5 239 551	0	5 239 551	4 675 205
TOTAL immobilisations financières	5 239 602	0	5 239 602	4 675 256
Total Actif Immobilisé (II)	274 036 162	174 012 600	100 023 562	102 184 699
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	117 496 379	7 454 509	110 041 870	112 252 312
TOTAL Stock	117 496 379	7 454 509	110 041 870	112 252 312
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	17 856 004	6 620 603	11 235 402	14 350 731
Autres créances	123 296 854	279 788	123 017 067	75 348 706
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	141 152 859	6 900 390	134 252 468	89 699 437
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	1 922 706	0	1 922 706	2 788 697
TOTAL Disponibilités	1 922 706	0	1 922 706	2 788 697
Charges constatées d'avance	4 267 786	0	4 267 786	4 808 553
Total Actif Circulant (III)	264 839 729	14 354 899	250 484 830	209 548 999
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	538 875 891	188 367 499	350 508 392	311 733 698

LA PLATEFORME -1
Etats financiers au 31 décembre 2020

Bilan passif

BILAN-PASSIF	2020	2019
Capital social ou individuel dont versé : 39 750 000	39 750 000	39 750 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0	0
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	4 796 761	4 796 761
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	648 990	648 990
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
TOTAL Réserves	5 445 750	5 445 750
Report à nouveau	55 500 662	55 487 671
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	40 570 481	36 397 491
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	717 111	789 972
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	141 984 003	137 870 884
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	1 797 175	1 411 525
Provisions pour charges	13 308 458	12 728 871
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	15 105 633	14 140 396
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 468 543	2 359 914
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0	7 601	6 959
TOTAL Dettes financières	2 476 144	2 366 873
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 267 764	2 455 342
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 088 367	114 218 834
Dettes fiscales et sociales	30 081 130	31 687 644
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 275 332	5 399 543
Autres dettes	4 757 895	2 887 223
TOTAL Dettes d'exploitation	190 470 488	156 648 586
Produits constatés d'avance	472 123	706 958
TOTAL DETTES (IV)	193 418 755	159 722 418
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	350 508 392	311 733 698

LA PLATEFORME -1
Etats financiers au 31 décembre 2020

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exrcice 2020			Exercice2019
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	688 950 170	82 251	689 032 421	667 182 732
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	0	0	0	755
Chiffres d'affaires nets	688 950 170	82 251	689 032 421	667 183 487
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			133 966	209 265
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			7 677 248	11 436 075
Autres produits			20 710 520	21 279 117
Total des produits d'exploitation (I)			717 554 155	700 107 944
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			408 674 936	401 626 951
Variation de stock (marchandises)			-370 050	-4 060 885
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			99 898 485	96 427 226
Impôts, taxes et versements assimilés			16 652 754	16 617 351
Salaires et traitements			71 929 717	74 130 801
Charges sociales			28 589 627	28 622 222
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	12 675 443	12 308 365
	immobilisations	Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		9 970 329	6 984 816
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		1 827 242	3 728 342
Autres charges			859 797	531 955
Total des charges d'exploitation (II)			650 708 279	636 917 145
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			66 845 876	63 190 799
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			115 324	115 639
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			79 562	36 697
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			194 886	152 336
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			27 401	7 060
Différences négatives de change			35 978	25 186
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			63 380	32 246
RÉSULTAT FINANCIER			131 506	120 090
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			66 977 382	63 310 889

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice 2020	Exercice 2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	994 232	3 301 229
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 021 451	94 527
Reprises sur provisions et transferts de charges	143 233	423 573
Total des produits exceptionnels (VII)	2 158 917	3 819 330
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	674 286	3 166 652
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	143 018	811 237
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	647 371	150 901
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 464 675	4 128 790
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	694 242	-309 460
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	6 061 838	5 617 556
Impôts sur les bénéfices (X)	21 039 306	20 986 382
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	719 907 958	704 079 610
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	679 337 477	667 682 119
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	40 570 481	36 397 491

SOMMAIRE ANNEXE

	Informations produites page n°	Informations non produites (*)
Règles et méthodes comptables	1	
Faits caractéristiques de l'exercice	1-2	
 <u>INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN ACTIF</u>		
<u>Actif immobilisé</u>		
Mouvements des immobilisations	3	
Mouvements des amortissements	4	
Frais d'établissement		N/A
Frais de recherche et de développement		N/A
Fonds commercial	5	
Autres immobilisations incorporelles	5	
Immobilisations corporelles	5	
Filiales et participations		N/S
Autres immobilisations financières	5	
Intérêts immobilisés		N/A
 <u>Actif circulant</u>		
Stocks et en cours	6	
Clients	6	
Avances aux dirigeants		N/A
Valeurs mobilières de placement		
Chiffres d'affaires	6	N/A
 <u>Autres comptes</u>		
Charges constatées d'avance	6	
Produits à recevoir	6	
Charges à répartir sur plusieurs exercices		N/A
Prime de remboursement d'emprunts		N/A
 <u>INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN PASSIF</u>		
Capital	7	
Variation des capitaux propres	8	
Parts bénéficiaires		N/A
Réévaluation		N/A
Produits constatés d'avance	7	
Charges à payer	7	

(*) N/A : non applicable
N/S : non significatif

.../...

SOMMAIRE ANNEXE (suite)

	Informations produites page n°	Informations non produites (*)
<u>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES POSTES DU BILAN ACTIF ET PASSIF</u>		
Provisions	9	
Eléments du bilan concernant les entreprises liées	10	
Eléments du bilan concernant les effets de commerce	11	
Ecart de conversion		N/A
Etat des échéances des créances et des dettes	12	
<u>INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT</u>		
Charges et produits financiers concernant les entreprises liées	13	
Résultat exceptionnel	14	
Reprise provision risques et charges	15	
Effectif moyen	16	
Rémunération des organes de direction	16	
Ventilation du chiffre d'affaires		N/S
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	17	
<u>INFORMATIONS FINANCIERES</u>		
Engagements hors bilan	18	
Unités de Performance	18	
Dettes garanties par des sûretés réelles		N/A
Engagements en matière de pension et retraite	19	
<u>AUTRES INFORMATIONS</u>		
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	19	
Intégration fiscale	19	
Situation fiscale différée et latente	20	

(*) N/A : non applicable
N/S : non significatif

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, de continuité d'exploitation, d'indépendance d'exercice et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Conformément à l'ANC 2015-06 du 23 novembre 2015, les règles d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux ont été modifiées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

S'agissant des fonds commerciaux, il y a une présomption de non-amortissement et test de dépréciation annuel systématique. Dans le cas où la présomption est réfutée, il convient d'amortir le fonds commercial sur la durée d'utilisation. Enfin, par exception au principe général de reprise de la dépréciation, la dépréciation constatée sur un fonds commercial ne peut être reprise.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes ont été établis en Euros et l'exercice a une durée de 12 mois.

CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Aucun changement n'est intervenu au cours de l'exercice.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Impacts liés à la pandémie de Covid-19

L'activité de la Société LA PLATEFORME a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19 au cours du premier semestre 2020, alors que le second semestre aura vu un quasi-retour à la normale.

Dans ce contexte, les mesures prises par la Société pour faire face à la crise engendrée par la pandémie se sont manifestées par des décisions rapides prises dans le respect des priorités principales du Groupe Saint-Gobain, sur :

- La santé et la sécurité des collaborateurs et autres parties prenantes,

- Le suivi du niveau de trésorerie de la Société, avec des mesures strictes de réduction des coûts et des investissements et de contrôle du besoin en fonds de roulement, accompagnant les actions spécifiques de renforcement de la trésorerie du Groupe Saint-Gobain, Les dispositifs de report d'échéances fiscales et sociales n'ont pas été utilisés par la Société.
- La poursuite du service aux clients, avec un recours accru au digital dès le début de la crise, poursuivi par la mise en place de nouveaux services pour adapter les solutions aux besoins post-coronavirus.
- La préparation précoce des conditions de redémarrage des installations commerciales et logistiques, qui a permis d'accompagner au mieux la reprise dès que les mesures restrictives ont été levées.

Parallèlement à des mesures de réduction des coûts, la Société a pu utiliser les dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement en France. Elle a notamment bénéficié, au cours du 1er semestre 2020, des mesures de chômage partiel pour 654 729.84€, comptabilisés en réduction des charges salariales afférentes.

Les charges générées par les mesures prises en réponse à la crise de Covid-19, liées aux dépenses spécifiques de protection sanitaire (masques, gel hydro alcoolique, tests ...), ont été intégralement comptabilisées en charges d'exploitation pour un montant de 1 072 390.01€.

Les effets de la pandémie, bien qu'en très forte atténuation au cours du second semestre, ont néanmoins été considérés dans la valorisation des actifs à la date de clôture.

La revue des comptes clients suite aux conséquences de la crise de Covid-19 n'a pas fait apparaître de risques majeurs de défaut de paiement.

Au cours de l'exercice, la société a procédé à l'ouverture d'un point de vente.

Le site de St Denis fait l'objet d'une mesure d'expropriation. Au 31 décembre 2020, la VNC résiduelle de ses actifs a fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle pour un montant de 596K€.

Parallèlement ont été constaté en profits exceptionnels les indemnités : 786K€ au titre des agencements non amortis et 170K€ au titre de l'indemnité principale.

Aucun évènement post-clôture 2020 n'est intervenu.

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN					
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US					
	Autres immobilisations financières	UT	5 239 551	UV	0	UW	5 239 551				
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	7 012 260		7 012 260						
	Autres créances clients	UX	10 843 744		10 843 744						
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO)	ZI									
	Personnel et comptes rattachés	UY	44 468		44 468						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	171 160		171 160						
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	0		0					
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	9 883 501		9 883 501					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN								
		Divers	VP	60 440		60 440					
	Groupe et associés (2)	VC	91 780 133		91 780 133						
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	21 357 060		21 357 060						
	Charges constatées d'avance	VS	4 267 786		4 267 786						
	TOTAUX			VT	150 660 104	VU	145 420 553	VV	5 239 551		
RENVIS	(1)	Montant des	VD								
		– Prêts accordés en cours d'exercice	VE								
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF								
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	2 468 543		2 468 543						
	à plus d'1 an à l'origine	VH									
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	7 601		0						7 601
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	146 088 367		146 088 367						
Personnel et comptes rattachés		8C	15 954 014		15 954 014						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	6 698 172		6 698 172						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E	1 250 394		1 250 394						
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	2 269 704		2 269 704						
collectivités publiques	Obligations cautionnées	VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	3 908 846		3 908 846						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	6 275 332		6 275 332						
Groupe et associés (2)		VI	0		0						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	4 757 895		4 757 895						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L	472 123		472 123						
TOTAUX			VY	190 150 991	VZ	190 143 390					7 601
RENVIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2)	Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL				
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK								
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032											

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Valeur brute au bilan	Durée d'amortissement
Logiciels	<u>12 857 724</u>	<u>1 - 2 ans</u>
Droit au bail	3 240 000	
Fonds de commerce	<u>340 000</u>	
Dépôts, marques	<u>270 293</u>	
Autres immobilisations en cours	0	

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, incorporelles et financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Elles sont amorties au rythme de la consommation des avantages économiques attendus de leur utilisation. La règle générale est celle d'un amortissement selon le mode linéaire, certains actifs demeurent toutefois amortis selon le mode dégressif afin de refléter une consommation accrue des avantages économiques sur les premières années d'utilisation (matériel de transport, matériel informatique notamment).

Les durées les plus généralement appliquées sont :

Constructions	20-30 ans
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 - 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de manutention	5 -10 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	3 ans
Mobilier	10 ans

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES 5 239 551

Dépôts et cautions	<u>5 239 551</u>
--------------------	------------------

STOCKS

Le coût des stocks correspond au prix d'achat majoré des frais de transport, des droits de douane directement rattachables, duquel est déduit une quote-part des remises accordées par les fournisseurs.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré calculé après chaque entrée. Lorsque le coût de revient est supérieur à la valeur d'inventaire une provision pour dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence. Les dépréciations portent essentiellement sur les produits en fin de série en tenant compte du calendrier de référencement de chaque article, les opérations commerciales et les articles liés à des commandes spécifiques. Elles sont calculées sur la base de la réalisation estimée.

CLIENTS

Les créances sont valorisées à leurs valeurs nominales.

La méthode de dépréciation des créances clients consiste en une analyse au cas par cas prenant en considération dans un contexte de pandémie les motifs des retards ou impayés de paiements et solvabilités des clients.

CHIFFRES D'AFFAIRES

Les ventes de marchandises sont enregistrées en produits au moment de la livraison des biens ou selon les conditions spécifiques prévues à chaque contrat.

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Charges d'exploitation

4 267 785

PRODUITS A RECEVOIR

Produits d'exploitation : composés de BFA fournisseurs

14 510 514

CAPITAL

Le capital social d'un montant de 39 750 000 Euros est composé de 2 650 000 actions de 15 Euros.

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE **472 123**

CHARGES A PAYER

Les charges à payer sont incluses dans les postes suivants du bilan :

Fournisseurs et comptes rattachés	45 545 418.74
Fournisseurs factures non parvenues d'immobilisations	0
Dettes fiscales et sociales	21 660 925.02
	<u>67 206 343.76</u>

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres à la clôture N-1	137 870 884
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	137 870 884
<u>Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice N</u>	0
Variation du capital	
Variation des autres postes	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	137 870 884
<u>Variations en cours d'exercice :</u>	
Reprise amortissements dérogatoires	- 72 861
Dividendes	- 36 384 500
Affectation à la réserve légale	0
Résultat 2020	40 570 481
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	141 984 003

VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE 4 113 119

RESULTAT 2019 :36 397 k€

Affectation : Dividende 36 384k€
Report à nouveau 13k€

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise LA PLATEFORME Néant *

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI	
	Amortissements dérogatoires	3X	789 972	TM 0	TN 72 861	TO 717 111
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4	D5	D6
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK	IL	IM
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP	TQ	TR
	TOTAL I	3Z	789 972	TS 0	TT 72 861	TU 717 111
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	1 551 591	4B 865 201	4C 498 963	4D 1 917 828
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F	4G	4H
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T		4U	4V	4W
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	12 298 805	4Y 1 013 000	4Z 414 000	5A 12 897 805
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C	5D	5E
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H	5J	5K
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP	EQ	ER
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S 0	5T	5U 0
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	290 000	5W 0	5X 0	5Y 290 000
TOTAL II	5Z	14 140 396	TV 1 878 201	TW 912 963	TX 15 105 633	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	6A	6B	6C	6D
		- corporelles	6E	6F 596 412	6G	6H 596 412
		- titres mis en équivalence	Ø2	Ø3	Ø4	Ø5
		- titres de participation	9U	9V	9W	9X
		- autres immobilisations financières (1) *	Ø6	Ø7	Ø8	Ø9
	Sur stocks et en cours	6N	4 874 017	6P 7 454 509	6R 4 874 017	6S 7 454 509
	Sur comptes clients	6T	5 173 415	6U 2 479 033	6V 1 031 844	6W 6 620 603
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X	243 000	6Y 36 788	6Z	7A 279 788
TOTAL III	7B	10 290 432	TY 10 566 741	TZ 5 905 861	UA 14 951 311	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	25 220 799	UB 12 444 942	UC 6 891 686	UD 30 774 056	
Dont dotations et reprises	- d'exploitation		UE 11 797 571	UF 6 748 452		
	- financières		UG	UH		
	- exceptionnelles		UJ 647 371	UK 143 233		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I. 10 0

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.
 NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

**ELEMENTS DU BILAN CONCERNANT LES
ENTREPRISES LIEES**

ACTIF DU BILAN

100 040 158.79

Autres créances	486 531.11
Compte courant Point P	91 780 133.09
Avoirs à recevoir	<u>7 773 494.59</u>

PASSIF DU BILAN

26 955 045.11

Fournisseurs et comptes rattachés	26 787 076.64
Fournisseurs factures non parvenues	164 849.76
Autres dettes	<u>3 118.71</u>

ELEMENTS DU BILAN CONCERNANT LES EFFETS DE COMMERCE

Les dettes et créances représentées par des effets de commerce concernent les postes suivants :

ACTIF DU BILAN 0

PASSIF DU BILAN 0

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>LA PLATEFORME</u>								Néant <input type="checkbox"/> *		
CADRE A										
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *										
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement		TOTAL I		CY		EL		EM		
Autres immobilisations incorporelles		TOTAL II		PE		PF		PG		
		8 571 071				1 578 495				
Terrains		PI		PJ		PK		PL		
		9 646 298				686 275		2 800		
Constructions		Sur sol propre		PM		PN		PO		
		Sur sol d'autrui		PR		PS		PT		
		Inst. générales, agencements, aménagement des constructions		PV		PW		PX		
		18 559 222		77 982 921		5 205 937		0		
		8 342 822		8 342 822		598 385		291 245		
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ		QA		QB		QC		
		34 059 642		34 059 642		3 052 787		1 387 082		
Autres immobilisations		Inst. générales., agencements, aménagement divers		QD		QE		QF		
		Matériel de transport		QH		QI		QJ		
corporelles		Matériel de bureau et informatique, mobilier		QL		QM		QN		
		Emballages récupérables et divers		QP		QR		QS		
				14 846		5 271 705		396 019		0
		5 271 705				0		0		
TOTAL III		QU		QV		QW		QX		
		153 877 455		11 096 948		1 707 781		163 266 621		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN		ØP		ØQ		ØR		
		162 448 526		12 675 443		1 707 781		173 416 188		
CADRE B										
VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES										
Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres		Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais établissements TOTAL I	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6	N6		
Autres immob. incorporelles TOTAL II	N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1	Q1		
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8	Q8		
Constructions	Sur sol propre	R1	R2	R3	R4	R5	R6	R6	-72 861	
	Sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S4	S4		
Inst. gales, agenc et am. des const.	S5	S6	S7	S8	S9	T1	T2	T2		
Inst. techniques mat. et outillage	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T9		
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U7	U7		
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V5	V5		
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2	W3	W3	
Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9	X1	X1		
TOTAL III	X2	X3	X4	X5	X6	X7	X8	X8	-72 861	
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV	NL			NM			NO	NO		
Total général (I+II+III+IV)	NP	NQ	NR	NS	NT	NU	NV	NV	-72 861	
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)	NW		Total général non ventilé (NS+NT+NU)	NY	72 861	Total général non ventilé (NW-NY)	NZ	NZ	-72 861	
CADRE C										
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*			Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler							Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations							SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

CHARGES

Intérêts comptes courants	0
---------------------------	---

PRODUITS

Intérêts comptes courants	0
---------------------------	---

Taux des intérêts au 31/12/2020 : 0% position prêteur

RESULTAT EXCEPTIONNEL

DESIGNATION	Charges	Produits
Sur opérations de gestion	674 285.51	994 232.46
Sur opérations en capital	143 018.21	1 021 451.01
Provisions pour risques et charges	647 370.97	143 233.34
TOTAL	1 464 674.69	2 158 916.81
RESULTAT EXCEPTIONNEL		694 242.12

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'évènements passés, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Elles couvrent les provisions pour retraite et engagement similaire (cf.provision pour retraites), et des litiges prud'homaux et litiges clients.

EFFECTIF MOYEN

<i>Effectifs</i>	<i>Personnel salarié</i>	<i>Personnel à disposition de l'entreprise</i>
Cadres	550.29	2
Agents de Maîtrise, Techniciens	713.47	
Employés	1007.52	
Ouvriers	0	
TOTAL	2271.28	2

REMUNERATION ALLOUEE AUX MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIETE

Cette information n'est volontairement pas donné pour ne pas présenter le salaire du mandataire unique.

VENTILATION IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat courant	Résultat exceptionnel Et Participation
Résultat avant impôts	65 156 845	- 5 367 595
Impôts : - au taux de 31%	20 824 503	
- sur PVL		
Crédit d'impôt	0	
Résultat après impôts	40 570 482	

Méthode employée : Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS AU TITRE DES PLANS D'UNITES DE PERFORMANCE

Nombre UP couvertes y compris charges				AP	AP
2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 854	1 875	1 565	1 732	0	466

Engagement vis-à-vis CSG						
2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
-9 642	4 714	-1 885	8 713	0	932	2832

engagement vis-à-vis personnel					engagement global
2012	2013	2014	2015	Total	
9 642	-4 714	1 885	-8 713	-1 900	932

ENGAGEMENTS LOCATIONS ET CREDIT BAIL

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES	- 1 ans	1 A 5 ans	+ de 5 ans	TOTAL
Loyers immobiliers	20 580 361.89	53 035 949.45	23 653 983.50	97 270 294.84
Matériel Informatique	23 890.32	26 420.88	0.00	50 311.20
Matériel de transport	1 548 673.26	4 140 748.71	175 224.78	5 864 646.75
Matériel de Manutention	1 337 406.05	2 275 197.98	0.00	3 612 604.03
Total	23 490 331.52	59 478 317.02	23 829 208.28	106 797 856.82

PRETS ET AVANCES CONSENTIS PAR LES BANQUES

Facilité de caisse auprès de la BECM	5 000 000.00€
Garantie à première demande : Neuilly 1	137 842.10€
Diverses cautions de garantie Nanterre	1 017 028.44€

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE PENSION ET RETRAITE

Les provisions pour retraites comprennent la totalité des engagements vis à vis des retraités et des actifs et s'élèvent à 11 969 494 euros.

La société comptabilise ses engagements sociaux en provisions pour risques et charges. L'estimation retenue correspond à l'évaluation actuarielle des prestations accordées selon la méthode des unités de crédit projetées fondée sur le salaire de fin de carrière et les droits déterminés à la date d'évaluation (IAS-19), conformément aux recommandations de l'Autorité Nationale de la Comptabilité RECO numéro 2013-2 du 7 novembre 2013.

Les engagements de la société au titre des médailles du travail sont comptabilisés en provision pour risques et charges.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies générés dans l'année sont comptabilisés immédiatement et intégralement dans le compte de résultat.

Le taux d'actualisation appliqué au 31 décembre 2020 est de 0,80% pour la provision pour indemnités de départs en retraite et de 1.26 % pour la provision pour retraites complémentaires.

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Notre société, filiale indirecte de la Compagnie de Saint-Gobain est intégrée globalement dans ses comptes consolidés.

INTEGRATION FISCALE

Notre société a opté pour le régime fiscal de Groupe à compter de l'exercice 2000. Une convention d'intégration fiscale lie notre société à la société mère du groupe Saint-Gobain, La Compagnie de Saint-Gobain, au travers de laquelle :

- La société intégrée constate l'impôt comme si elle n'était pas membre du Groupe.

- En cas de déficit, l'économie d'impôt réalisée par le Groupe fiscal est reversée par la Mère dès que la société redevient bénéficiaire, si toutefois elle fait toujours partie du Groupe Saint-Gobain.

En cas de sortie du groupe, les filiales déficitaires n'ont droit à aucune indemnisation au titre des déficits transmis à la société intégrante.

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Rubriques	Montant
<i>IMPOT DU SUR :</i>	
Provisions réglementaires :	717 110.97
Amortissements dérogatoires	
TOTAL ACCROISSEMENTS	789 972.31
<i>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</i>	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Participation des salariés	6 060 545.20
Autres	19 523 926.00
Retraites 12 897 805.00	
Organic 1 134 017.00	
Stocks 5 492 104.00	
A déduire ultérieurement :	
TOTAL ALLEGEMENTS	25 584 471.20
	-25 584 471.20
<i>IMPOT SUR :</i>	
<i>CREDIT IMPUTER SUR :</i>	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	-24 794 498.89

LA PLATEFORME

Société par Actions Simplifiée au capital de 39 750 000 Euros
Siège social : 7 rue Benjamin Constant – 75019 PARIS
403 104 250 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 14 MAI 2021

Le 14 mai 2021,

La société POINT P SAS, Société par Actions Simplifiée, au capital de 89 436 780 € dont le siège social est à PARIS (75019) 13-15 rue Germaine Tailleferre, identifiée sous le numéro 695 680 108 au registre du commerce et des sociétés de PARIS, représentée par Monsieur Patrice RICHARD, président,

Associé unique de la société LA PLATEFORME, déclare que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés par décision du président le 12 avril 2021.

Après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président et du rapport du commissaire aux comptes, l'associé unique a pris les décisions suivantes.

PREMIERE RESOLUTION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président et du rapport général du commissaire aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils ont été établis par le président, et qui font apparaître, pour ledit exercice, un bénéfice de 40 570 481,00 €.

DEUXIEME RESOLUTION

L'associé unique ayant constaté que le bénéfice de l'exercice s'élève à 40 570 481,00 €, que le report à nouveau antérieur est de 55 500 662,00 € formant un total de 96 071 143,00 € décide, sur proposition du président :

- de prélever à titre de dividende la somme de 40 545 000,00 €
- de reporter la différence en compte report à nouveau qui après affectation s'élèvera à 55 526 143,00 €

Le dividende versé à chaque action composant le capital social sera de 15,30 € et sera mis en paiement à compter du 25 mai 2021 au siège social.

L'associé unique reconnaît en outre qu'au titre des trois derniers exercices, le montant des dividendes mis en distribution a été le suivant :

EXERCICE	NOMBRE D'ACTIONN	DIVIDENDE PAR ACTION en €	DIVIDENDE TOTAL en €
2019	2 650 000	13,73	36 384 500
2018	2 650 000	16,98	44 997 000
2017	2 650 000	14.21	37 656 500

TROISIEME RESOLUTION

L'associé unique, constatant que le mandat de président de Monsieur Patrice RICHARD vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin le jour de la décision de l'associé unique à prendre dans l'année 2022 pour l'approbation des comptes de l'exercice 2021.

Monsieur Patrice RICHARD a fait savoir qu'il acceptait le renouvellement de son mandat.

Après en avoir délibéré, le conseil décide, à l'unanimité, que Monsieur Patrice RICHARD ne percevra aucune rémunération au titre de ses fonctions mais aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justification.

QUATRIEME RESOLUTION

L'associé unique, constatant que le mandat de directeur général de Monsieur Jean-Louis BOLARD vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin le jour de la décision de l'associé unique à prendre dans l'année 2022 pour l'approbation des comptes de l'exercice 2021.

Monsieur Jean-Louis BOLARD a fait savoir qu'il acceptait le renouvellement de son mandat.

Après en avoir délibéré, le conseil décide, à l'unanimité, que Monsieur Jean-Louis BOLARD ne percevra aucune rémunération au titre de ses fonctions mais aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justification.

CINQUIEME RESOLUTION

L'associé unique confère tous pouvoirs au président, avec faculté de subdélégation, aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

L'associé unique, la société Point P SAS, représentée par

Patrice RICHARD
Président


patrice RICHARD (12 Jul 2021 16:46 GMT+2)



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone: +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie: +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

La Plateforme S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

La Plateforme S.A.S.
7, rue Benjamin Constant 75019
PARIS

Ce rapport contient 32 pages

Référence : PAD-212-60



Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone: +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie: +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

La Plateforme S.A.S.

Siège social : 7, rue Benjamin Constant, 75019 Paris

Capital social : € 39 750 000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'attention de l'Associé unique de la société la Plateforme S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de La Plateforme S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Provision pour dépréciation des créances clients

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des créances clients selon les modalités décrites dans la note « Clients » de l'annexe. Nous nous sommes assurés du caractère approprié des modalités de détermination des provisions pour dépréciation des créances clients ainsi que de l'information relative à ces provisions fournie dans les notes annexes.

Valorisation des stocks

Votre société valorise, et le cas échéant, déprécie ses stocks selon les modalités décrites dans la note « Stocks » de l'annexe. Nous nous sommes assurés du caractère approprié des modalités de valorisation et de dépréciation des stocks ainsi que de l'information fournie à ce titre dans les notes annexes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 décembre 2020*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 4 mai 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Pierre-Antoine Duffaud

Associé

LA PLATEFORME
-1
Au capital de 39 750 000
Siège social
E BENJAMIN CONSTANT 75019 P
75019 PARIS
RCS 40310425000333

COMPTES ANNUELS
ET ANNEXES

LA PLATEFORME -1
Etats financiers au 31 décembre 2020

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice 2020			Exercice 2019
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	13 128 018	10 149 567	2 978 451	2 760 020
Fonds commercial	3 580 000	0	3 580 000	3 580 000
Autres immobilisations incorporelles	678 891	0	678 891	661 562
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	17 386 909	10 149 567	7 237 342	7 001 582
Terrains	29 765 829	10 375 780	19 390 050	19 387 284
Constructions	159 554 359	111 957 868	47 596 491	49 759 872
Installations techniques, matériel	49 909 752	35 725 347	14 184 405	13 563 871
Autres immobilisations corporelles	6 767 964	5 804 038	963 926	1 351 712
Immobilisations en cours	5 411 747	0	5 411 747	6 445 123
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	251 409 651	163 863 033	87 546 618	90 507 861
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	51	0	51	51
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	5 239 551	0	5 239 551	4 675 205
TOTAL immobilisations financières	5 239 602	0	5 239 602	4 675 256
Total Actif Immobilisé (II)	274 036 162	174 012 600	100 023 562	102 184 699
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	117 496 379	7 454 509	110 041 870	112 252 312
TOTAL Stock	117 496 379	7 454 509	110 041 870	112 252 312
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	17 856 004	6 620 603	11 235 402	14 350 731
Autres créances	123 296 854	279 788	123 017 067	75 348 706
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	141 152 859	6 900 390	134 252 468	89 699 437
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	1 922 706	0	1 922 706	2 788 697
TOTAL Disponibilités	1 922 706	0	1 922 706	2 788 697
Charges constatées d'avance	4 267 786	0	4 267 786	4 808 553
Total Actif Circulant (III)	264 839 729	14 354 899	250 484 830	209 548 999
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	538 875 891	188 367 499	350 508 392	311 733 698

LA PLATEFORME -1
Etats financiers au 31 décembre 2020

Bilan passif

BILAN-PASSIF	2020	2019
Capital social ou individuel dont versé : 39 750 000	39 750 000	39 750 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0	0
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	4 796 761	4 796 761
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	648 990	648 990
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
TOTAL Réserves	5 445 750	5 445 750
Report à nouveau	55 500 662	55 487 671
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	40 570 481	36 397 491
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	717 111	789 972
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	141 984 003	137 870 884
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	1 797 175	1 411 525
Provisions pour charges	13 308 458	12 728 871
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	15 105 633	14 140 396
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 468 543	2 359 914
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0	7 601	6 959
TOTAL Dettes financières	2 476 144	2 366 873
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 267 764	2 455 342
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 088 367	114 218 834
Dettes fiscales et sociales	30 081 130	31 687 644
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 275 332	5 399 543
Autres dettes	4 757 895	2 887 223
TOTAL Dettes d'exploitation	190 470 488	156 648 586
Produits constatés d'avance	472 123	706 958
TOTAL DETTES (IV)	193 418 755	159 722 418
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	350 508 392	311 733 698

LA PLATEFORME -1
Etats financiers au 31 décembre 2020

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exrcice 2020			Exercice2019
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	688 950 170	82 251	689 032 421	667 182 732
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	0	0	0	755
Chiffres d'affaires nets	688 950 170	82 251	689 032 421	667 183 487
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			133 966	209 265
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			7 677 248	11 436 075
Autres produits			20 710 520	21 279 117
Total des produits d'exploitation (I)			717 554 155	700 107 944
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			408 674 936	401 626 951
Variation de stock (marchandises)			-370 050	-4 060 885
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			99 898 485	96 427 226
Impôts, taxes et versements assimilés			16 652 754	16 617 351
Salaires et traitements			71 929 717	74 130 801
Charges sociales			28 589 627	28 622 222
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	12 675 443	12 308 365
	immobilisations	Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		9 970 329	6 984 816
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		1 827 242	3 728 342
Autres charges			859 797	531 955
Total des charges d'exploitation (II)			650 708 279	636 917 145
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			66 845 876	63 190 799
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			115 324	115 639
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			79 562	36 697
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			194 886	152 336
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			27 401	7 060
Différences négatives de change			35 978	25 186
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			63 380	32 246
RÉSULTAT FINANCIER			131 506	120 090
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			66 977 382	63 310 889

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice 2020	Exercice 2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	994 232	3 301 229
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 021 451	94 527
Reprises sur provisions et transferts de charges	143 233	423 573
Total des produits exceptionnels (VII)	2 158 917	3 819 330
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	674 286	3 166 652
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	143 018	811 237
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	647 371	150 901
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 464 675	4 128 790
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	694 242	-309 460
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	6 061 838	5 617 556
Impôts sur les bénéfices (X)	21 039 306	20 986 382
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	719 907 958	704 079 610
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	679 337 477	667 682 119
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	40 570 481	36 397 491

SOMMAIRE ANNEXE

	Informations produites page n°	Informations non produites (*)
Règles et méthodes comptables	1	
Faits caractéristiques de l'exercice	1-2	
 <u>INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN ACTIF</u>		
<u>Actif immobilisé</u>		
Mouvements des immobilisations	3	
Mouvements des amortissements	4	
Frais d'établissement		N/A
Frais de recherche et de développement		N/A
Fonds commercial	5	
Autres immobilisations incorporelles	5	
Immobilisations corporelles	5	
Filiales et participations		N/S
Autres immobilisations financières	5	
Intérêts immobilisés		N/A
 <u>Actif circulant</u>		
Stocks et en cours	6	
Clients	6	
Avances aux dirigeants		N/A
Valeurs mobilières de placement		
Chiffres d'affaires	6	N/A
 <u>Autres comptes</u>		
Charges constatées d'avance	6	
Produits à recevoir	6	
Charges à répartir sur plusieurs exercices		N/A
Prime de remboursement d'emprunts		N/A
 <u>INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN PASSIF</u>		
Capital	7	
Variation des capitaux propres	8	
Parts bénéficiaires		N/A
Réévaluation		N/A
Produits constatés d'avance	7	
Charges à payer	7	

(*) N/A : non applicable
N/S : non significatif

.../...

SOMMAIRE ANNEXE (suite)

	Informations produites page n°	Informations non produites (*)
<u>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES POSTES DU BILAN ACTIF ET PASSIF</u>		
Provisions	9	
Eléments du bilan concernant les entreprises liées	10	
Eléments du bilan concernant les effets de commerce	11	
Ecart de conversion		N/A
Etat des échéances des créances et des dettes	12	
<u>INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT</u>		
Charges et produits financiers concernant les entreprises liées	13	
Résultat exceptionnel	14	
Reprise provision risques et charges	15	
Effectif moyen	16	
Rémunération des organes de direction	16	
Ventilation du chiffre d'affaires		N/S
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	17	
<u>INFORMATIONS FINANCIERES</u>		
Engagements hors bilan	18	
Unités de Performance	18	
Dettes garanties par des sûretés réelles		N/A
Engagements en matière de pension et retraite	19	
<u>AUTRES INFORMATIONS</u>		
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	19	
Intégration fiscale	19	
Situation fiscale différée et latente	20	

(*) N/A : non applicable
N/S : non significatif

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, de continuité d'exploitation, d'indépendance d'exercice et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Conformément à l'ANC 2015-06 du 23 novembre 2015, les règles d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux ont été modifiées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

S'agissant des fonds commerciaux, il y a une présomption de non-amortissement et test de dépréciation annuel systématique. Dans le cas où la présomption est réfutée, il convient d'amortir le fonds commercial sur la durée d'utilisation. Enfin, par exception au principe général de reprise de la dépréciation, la dépréciation constatée sur un fonds commercial ne peut être reprise.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes ont été établis en Euros et l'exercice a une durée de 12 mois.

CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Aucun changement n'est intervenu au cours de l'exercice.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Impacts liés à la pandémie de Covid-19

L'activité de la Société LA PLATEFORME a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19 au cours du premier semestre 2020, alors que le second semestre aura vu un quasi-retour à la normale.

Dans ce contexte, les mesures prises par la Société pour faire face à la crise engendrée par la pandémie se sont manifestées par des décisions rapides prises dans le respect des priorités principales du Groupe Saint-Gobain, sur :

- La santé et la sécurité des collaborateurs et autres parties prenantes,

- Le suivi du niveau de trésorerie de la Société, avec des mesures strictes de réduction des coûts et des investissements et de contrôle du besoin en fonds de roulement, accompagnant les actions spécifiques de renforcement de la trésorerie du Groupe Saint-Gobain, Les dispositifs de report d'échéances fiscales et sociales n'ont pas été utilisés par la Société.
- La poursuite du service aux clients, avec un recours accru au digital dès le début de la crise, poursuivi par la mise en place de nouveaux services pour adapter les solutions aux besoins post-coronavirus.
- La préparation précoce des conditions de redémarrage des installations commerciales et logistiques, qui a permis d'accompagner au mieux la reprise dès que les mesures restrictives ont été levées.

Parallèlement à des mesures de réduction des coûts, la Société a pu utiliser les dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement en France. Elle a notamment bénéficié, au cours du 1er semestre 2020, des mesures de chômage partiel pour 654 729.84€, comptabilisés en réduction des charges salariales afférentes.

Les charges générées par les mesures prises en réponse à la crise de Covid-19, liées aux dépenses spécifiques de protection sanitaire (masques, gel hydro alcoolique, tests ...), ont été intégralement comptabilisées en charges d'exploitation pour un montant de 1 072 390.01€.

Les effets de la pandémie, bien qu'en très forte atténuation au cours du second semestre, ont néanmoins été considérés dans la valorisation des actifs à la date de clôture.

La revue des comptes clients suite aux conséquences de la crise de Covid-19 n'a pas fait apparaître de risques majeurs de défaut de paiement.

Au cours de l'exercice, la société a procédé à l'ouverture d'un point de vente.

Le site de St Denis fait l'objet d'une mesure d'expropriation. Au 31 décembre 2020, la VNC résiduelle de ses actifs a fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle pour un montant de 596K€.

Parallèlement ont été constaté en profits exceptionnels les indemnités : 786K€ au titre des agencements non amortis et 170K€ au titre de l'indemnité principale.

Aucun évènement post-clôture 2020 n'est intervenu.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise LA PLATEFORME										Néant <input type="checkbox"/> *		
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations				
		TOTAL I				1		Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		3		
		TOTAL II						2		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				CZ		D8		D9			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				KD	15 572 653	KE		KF	1 814 255		
CORPORELLES	Terrains				KG	29 033 582	KH		KI	737 857		
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9	KJ	35 527 195	KK		KL	186 895		
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1	KM	108 146 329	KN		KO	4 153 144		
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions *		Dont Composants	M2	KP	10 971 312	KQ		KR	958 223	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		Dont Composants	M3	KS	47 623 513	KT		KU	3 742 182		
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *			KV		KW		KX			
		Matériel de transport*			KY	14 846	KZ		LA	0		
		Matériel de bureau et mobilier informatique			LB	6 623 416	LC		LD	130 210		
		Emballages récupérables et divers *			LE		LF		LG			
	Immobilisations corporelles en cours				LH	6 445 123	LI		LJ	4 782 578		
	Avances et acomptes				LK		LL		LM			
	TOTAL III				LN	244 385 316	LO		LP	14 691 089		
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				8G		8M		8T			
	Autres participations				8U	51	8V		8W	0		
	Autres titres immobilisés				1P		1R		1S			
	Prêts et autres immobilisations financières				1T	4 675 205	1U		1V	564 346		
	TOTAL IV				LQ	4 675 256	LR		LS	564 346		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				ØG	264 633 225	ØH		ØJ	17 069 691			
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence		
		TOTAL I				1		3		4		
		TOTAL II						2		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				IN		CØ		DØ		D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				IO		LV	17 386 909	LW		1X	
CORPORELLES	Terrains				IP		LX	5 610	LY	29 765 829	LZ	
	Constructions	Sur sol propre		IQ		MA			MB	35 714 090	MC	
		Sur sol d'autrui		IR		MD	357 133		ME	111 942 339	MF	
		Inst. gales, agencés et am. des constructions			IS		MG	31 605		MH	11 897 930	MI
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				IT		MJ	1 455 943	MK	49 909 752	ML	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencés, aménagements divers			IU		MM		MN		MO	
		Matériel de transport			IV		MP		MQ	14 846	MR	
		Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier			IW		MS	508		MT	6 753 118	MU
		Emballages récupérables et divers *			IX		MV			MW		MX
	Immobilisations corporelles en cours				MY	5 815 954	MZ		NA	5 411 747	NB	
	Avances et acomptes				NC		ND		NE		NF	
	TOTAL III				IY	5 815 954	NG	1 850 799	NH	251 409 651	NI	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations				1Ø		ØX		ØY	51	ØZ	
	Autres titres immobilisés				11		2B		2C		2D	
	Prêts et autres immobilisations financières				12		2E		2F	5 239 551	2G	
	TOTAL IV				13		NJ		NK	5 239 602	2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				14	5 815 954	ØK	1 850 799	ØL	274 036 162	ØM		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN					
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US					
	Autres immobilisations financières	UT	5 239 551	UV	0	UW	5 239 551				
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	7 012 260		7 012 260						
	Autres créances clients	UX	10 843 744		10 843 744						
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO)	ZI									
	Personnel et comptes rattachés	UY	44 468		44 468						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	171 160		171 160						
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	0		0					
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	9 883 501		9 883 501					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN								
		Divers	VP	60 440		60 440					
	Groupe et associés (2)	VC	91 780 133		91 780 133						
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	21 357 060		21 357 060						
	Charges constatées d'avance	VS	4 267 786		4 267 786						
	TOTAUX		VT	150 660 104	VU	145 420 553	VV	5 239 551			
RENVIS	(1) Montant des	VD									
	– Prêts accordés en cours d'exercice	VE									
	– Remboursements obtenus en cours d'exercice	VF									
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)											
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	2 468 543		2 468 543						
	à plus d'1 an à l'origine	VH									
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	7 601		0					7 601	
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	146 088 367		146 088 367						
Personnel et comptes rattachés		8C	15 954 014		15 954 014						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	6 698 172		6 698 172						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E	1 250 394		1 250 394						
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	2 269 704		2 269 704						
collectivités publiques	Obligations cautionnées	VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	3 908 846		3 908 846						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	6 275 332		6 275 332						
Groupe et associés (2)		VI	0		0						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	4 757 895		4 757 895						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L	472 123		472 123						
TOTAUX		VY	190 150 991	VZ	190 143 390					7 601	
RENVIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL						
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK									

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Valeur brute au bilan	Durée d'amortissement
Logiciels	12 857 724	1 - 2 ans
Droit au bail	3 240 000	
Fonds de commerce	340 000	
Dépôts, marques	270 293	
Autres immobilisations en cours	0	

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, incorporelles et financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Elles sont amorties au rythme de la consommation des avantages économiques attendus de leur utilisation. La règle générale est celle d'un amortissement selon le mode linéaire, certains actifs demeurent toutefois amortis selon le mode dégressif afin de refléter une consommation accrue des avantages économiques sur les premières années d'utilisation (matériel de transport, matériel informatique notamment).

Les durées les plus généralement appliquées sont :

Constructions	20-30 ans
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 - 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de manutention	5 -10 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	3 ans
Mobilier	10 ans

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES 5 239 551

Dépôts et cautions	<u>5 239 551</u>
--------------------	------------------

STOCKS

Le coût des stocks correspond au prix d'achat majoré des frais de transport, des droits de douane directement rattachables, duquel est déduit une quote-part des remises accordées par les fournisseurs.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré calculé après chaque entrée. Lorsque le coût de revient est supérieur à la valeur d'inventaire une provision pour dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence. Les dépréciations portent essentiellement sur les produits en fin de série en tenant compte du calendrier de référencement de chaque article, les opérations commerciales et les articles liés à des commandes spécifiques. Elles sont calculées sur la base de la réalisation estimée.

CLIENTS

Les créances sont valorisées à leurs valeurs nominales.

La méthode de dépréciation des créances clients consiste en une analyse au cas par cas prenant en considération dans un contexte de pandémie les motifs des retards ou impayés de paiements et solvabilités des clients.

CHIFFRES D'AFFAIRES

Les ventes de marchandises sont enregistrées en produits au moment de la livraison des biens ou selon les conditions spécifiques prévues à chaque contrat.

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Charges d'exploitation

4 267 785

PRODUITS A RECEVOIR

Produits d'exploitation : composés de BFA fournisseurs

14 510 514

CAPITAL

Le capital social d'un montant de 39 750 000 Euros est composé de 2 650 000 actions de 15 Euros.

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE **472 123**

CHARGES A PAYER

Les charges à payer sont incluses dans les postes suivants du bilan :

Fournisseurs et comptes rattachés	45 545 418.74
Fournisseurs factures non parvenues d'immobilisations	0
Dettes fiscales et sociales	21 660 925.02
	<u>67 206 343.76</u>

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres à la clôture N-1	137 870 884
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	137 870 884
<u>Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice N</u>	0
Variation du capital	
Variation des autres postes	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	137 870 884
<u>Variations en cours d'exercice :</u>	
Reprise amortissements dérogatoires	- 72 861
Dividendes	- 36 384 500
Affectation à la réserve légale	0
Résultat 2020	40 570 481
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	141 984 003

VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE 4 113 119

RESULTAT 2019 :36 397 k€

Affectation : Dividende 36 384k€
Report à nouveau 13k€

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise LA PLATEFORME Néant *

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI	
	Amortissements dérogatoires	3X	789 972	TM 0	TN 72 861	TO 717 111
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4	D5	D6
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK	IL	IM
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP	TQ	TR
	TOTAL I	3Z	789 972	TS 0	TT 72 861	TU 717 111
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	1 551 591	4B 865 201	4C 498 963	4D 1 917 828
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F	4G	4H
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T		4U	4V	4W
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	12 298 805	4Y 1 013 000	4Z 414 000	5A 12 897 805
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C	5D	5E
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H	5J	5K
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP	EQ	ER
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S 0	5T	5U 0
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	290 000	5W 0	5X 0	5Y 290 000
TOTAL II	5Z	14 140 396	TV 1 878 201	TW 912 963	TX 15 105 633	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	6A	6B	6C	6D
		- corporelles	6E	6F 596 412	6G	6H 596 412
		- titres mis en équivalence	Ø2	Ø3	Ø4	Ø5
		- titres de participation	9U	9V	9W	9X
		- autres immobilisations financières (1) *	Ø6	Ø7	Ø8	Ø9
	Sur stocks et en cours	6N	4 874 017	6P 7 454 509	6R 4 874 017	6S 7 454 509
	Sur comptes clients	6T	5 173 415	6U 2 479 033	6V 1 031 844	6W 6 620 603
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X	243 000	6Y 36 788	6Z	7A 279 788
TOTAL III	7B	10 290 432	TY 10 566 741	TZ 5 905 861	UA 14 951 311	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	25 220 799	UB 12 444 942	UC 6 891 686	UD 30 774 056	
Dont dotations et reprises	- d'exploitation		UE 11 797 571	UF 6 748 452		
	- financières		UG	UH		
	- exceptionnelles		UJ 647 371	UK 143 233		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I. 10 0

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.
 NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

**ELEMENTS DU BILAN CONCERNANT LES
ENTREPRISES LIEES**

ACTIF DU BILAN

100 040 158.79

Autres créances	486 531.11
Compte courant Point P	91 780 133.09
Avoirs à recevoir	<u>7 773 494.59</u>

PASSIF DU BILAN

26 955 045.11

Fournisseurs et comptes rattachés	26 787 076.64
Fournisseurs factures non parvenues	164 849.76
Autres dettes	<u>3 118.71</u>

ELEMENTS DU BILAN CONCERNANT LES EFFETS DE COMMERCE

Les dettes et créances représentées par des effets de commerce concernent les postes suivants :

ACTIF DU BILAN 0

PASSIF DU BILAN 0

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>LA PLATEFORME</u>								Néant <input type="checkbox"/> *	
CADRE A									
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *									
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement		TOTAL I		CY		EL		EM	
Autres immobilisations incorporelles		TOTAL II		PE		PF		PG	
		8 571 071				1 578 495			
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
		9 646 298				686 275		2 800	
Constructions		Sur sol propre		PM		PN		PO	
		Sur sol d'autrui		PR		PS		PT	
		18 559 222				1 157 544		0	
		77 982 921				5 205 937		291 245	
		8 342 822				598 385		26 147	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ		QA		QB		QC	
		34 059 642				3 052 787		1 387 082	
Autres immobilisations		Inst. générales., agencements, aménagement divers		QD		QE		QF	
		Matériel de transport		QH		QI		QJ	
		0				0		0	
		14 846				0			
corporelles		Matériel de bureau et informatique, mobilier		QL		QM		QN	
		Emballages récupérables et divers		QP		QR		QS	
		5 271 705				396 019		508	
TOTAL III		QU		QV		QW		QX	
		153 877 455				11 096 948		1 707 781	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN		ØP		ØQ		ØR	
		162 448 526				12 675 443		1 707 781	
								173 416 188	
CADRE B									
VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES									
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice		
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel			
Frais établissements TOTAL I	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6		
Autres immob. incorporelles TOTAL II	N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1		
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8		
Constructions	Sur sol propre	R1	R2	R3	R4	R5	R6		-72 861
	Sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S4		
Ins. gales, agenc et am. des const.	S5	S6	S7	S8	S9	T1	T2		
Inst. techniques mat. et outillage	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9		
Autres immobilisations corporelles	Ins. gales, agenc am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U7		
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V5		
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W3		
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9	X1	
TOTAL III	X2	X3	X4	X5	X6	X7	X8		-72 861
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV	NL			NM			NO		
Total général (I+II+III+IV)	NP	NQ	NR	NS	NT	NU	NV		-72 861
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)	NW	Total général non ventilé (NS+NT+NU)		NY	72 861		Total général non ventilé (NW-NY)	NZ	-72 861
CADRE C									
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*			Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							Z9		Z8
Primes de remboursement des obligations							SP		SR

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

CHARGES

Intérêts comptes courants	0
---------------------------	---

PRODUITS

Intérêts comptes courants	0
---------------------------	---

Taux des intérêts au 31/12/2020 : 0% position prêteur

RESULTAT EXCEPTIONNEL

DESIGNATION	Charges	Produits
Sur opérations de gestion	674 285.51	994 232.46
Sur opérations en capital	143 018.21	1 021 451.01
Provisions pour risques et charges	647 370.97	143 233.34
TOTAL	1 464 674.69	2 158 916.81
RESULTAT EXCEPTIONNEL		694 242.12

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'évènements passés, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Elles couvrent les provisions pour retraite et engagement similaire (cf.provision pour retraites), et des litiges prud'homaux et litiges clients.

EFFECTIF MOYEN

<i>Effectifs</i>	<i>Personnel salarié</i>	<i>Personnel à disposition de l'entreprise</i>
Cadres	550.29	2
Agents de Maîtrise, Techniciens	713.47	
Employés	1007.52	
Ouvriers	0	
TOTAL	2271.28	2

REMUNERATION ALLOUEE AUX MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIETE

Cette information n'est volontairement pas donné pour ne pas présenter le salaire du mandataire unique.

VENTILATION IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat courant	Résultat exceptionnel Et Participation
Résultat avant impôts	65 156 845	- 5 367 595
Impôts : - au taux de 31%	20 824 503	
- sur PVL		
Crédit d'impôt	0	
Résultat après impôts	40 570 482	

Méthode employée : Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS AU TITRE DES PLANS D'UNITES DE PERFORMANCE

Nombre UP couvertes y compris charges				AP	AP
2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 854	1 875	1 565	1 732	0	466

Engagement vis-à-vis CSG						
2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
-9 642	4 714	-1 885	8 713	0	932	2832

engagement vis-à-vis personnel					engagement global
2012	2013	2014	2015	Total	
9 642	-4 714	1 885	-8 713	-1 900	932

ENGAGEMENTS LOCATIONS ET CREDIT BAIL

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES	- 1 ans	1 A 5 ans	+ de 5 ans	TOTAL
Loyers immobiliers	20 580 361.89	53 035 949.45	23 653 983.50	97 270 294.84
Matériel Informatique	23 890.32	26 420.88	0.00	50 311.20
Matériel de transport	1 548 673.26	4 140 748.71	175 224.78	5 864 646.75
Matériel de Manutention	1 337 406.05	2 275 197.98	0.00	3 612 604.03
Total	23 490 331.52	59 478 317.02	23 829 208.28	106 797 856.82

PRETS ET AVANCES CONSENTIS PAR LES BANQUES

Facilité de caisse auprès de la BECM	5 000 000.00€
Garantie à première demande : Neuilly 1	137 842.10€
Diverses cautions de garantie Nanterre	1 017 028.44€

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE PENSION ET RETRAITE

Les provisions pour retraites comprennent la totalité des engagements vis à vis des retraités et des actifs et s'élèvent à 11 969 494 euros.

La société comptabilise ses engagements sociaux en provisions pour risques et charges. L'estimation retenue correspond à l'évaluation actuarielle des prestations accordées selon la méthode des unités de crédit projetées fondée sur le salaire de fin de carrière et les droits déterminés à la date d'évaluation (IAS-19), conformément aux recommandations de l'Autorité Nationale de la Comptabilité RECO numéro 2013-2 du 7 novembre 2013.

Les engagements de la société au titre des médailles du travail sont comptabilisés en provision pour risques et charges.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies générés dans l'année sont comptabilisés immédiatement et intégralement dans le compte de résultat.

Le taux d'actualisation appliqué au 31 décembre 2020 est de 0,80% pour la provision pour indemnités de départs en retraite et de 1.26 % pour la provision pour retraites complémentaires.

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Notre société, filiale indirecte de la Compagnie de Saint-Gobain est intégrée globalement dans ses comptes consolidés.

INTEGRATION FISCALE

Notre société a opté pour le régime fiscal de Groupe à compter de l'exercice 2000. Une convention d'intégration fiscale lie notre société à la société mère du groupe Saint-Gobain, La Compagnie de Saint-Gobain, au travers de laquelle :

- La société intégrée constate l'impôt comme si elle n'était pas membre du Groupe.

- En cas de déficit, l'économie d'impôt réalisée par le Groupe fiscal est reversée par la Mère dès que la société redevient bénéficiaire, si toutefois elle fait toujours partie du Groupe Saint-Gobain.

En cas de sortie du groupe, les filiales déficitaires n'ont droit à aucune indemnisation au titre des déficits transmis à la société intégrante.

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Rubriques	Montant
<i>IMPOT DU SUR :</i>	
Provisions réglementaires :	717 110.97
Amortissements dérogatoires	
TOTAL ACCROISSEMENTS	789 972.31
<i>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</i>	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Participation des salariés	6 060 545.20
Autres	19 523 926.00
Retraites 12 897 805.00	
Organic 1 134 017.00	
Stocks 5 492 104.00	
A déduire ultérieurement :	
TOTAL ALLEGEMENTS	25 584 471.20
	-25 584 471.20
<i>IMPOT SUR :</i>	
<i>CREDIT IMPUTER SUR :</i>	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	-24 794 498.89